



Destinataires : Représentants départementaux
Pour info : directeurs de structures, DG, CA

Paris, le 1^{er} octobre 2007

Objet : mobilisation sur les ressources

Cher(e)s ami(e)s,

Depuis l'élection du nouveau président de la République et la mise en place de son gouvernement, nous n'avons cessé de rappeler notre demande prioritaire concernant les ressources des personnes en situation de handicap en développant notre argumentation autour de deux axes :

- les personnes en situation de handicap privilégient – pour celles qui le peuvent – l'accès à un emploi plutôt que l'assistance
- pour les personnes en situation handicap qui ne peuvent pas travailler ou qui rencontrent des difficultés objectives pour se procurer un emploi, la solidarité nationale doit leur permettre de vivre dignement avec un revenu d'existence au minimum égal au SMIC.

Nous vous avons régulièrement informés de ces démarches.

Par ailleurs, lors de l'assemblée générale du 30 juin dernier à Nantes, les adhérents ont voté à la quasi unanimité une motion « ressources » qui demande au conseil d'administration « d'engager une pression constante et inter associative nationale dès maintenant jusqu'à la création de ce revenu d'existence ».

Constatant l'absence de réponse satisfaisante à nos nombreuses sollicitations, le conseil d'administration a donc décidé, lors de sa séance du 22 septembre, d'engager de nouvelles étapes pour notre mobilisation :

- **lancement en octobre d'un appel inter associatif national au Président de la République** pour la prise en compte prioritaire de la question des

ressources des personnes en situation de handicap. Nous vous demandons d'engager une démarche parallèle sur le plan départemental. Vous recevrez dans quelques jours cet appel pour solliciter vos différents partenaires ;

- **interpellation des parlementaires dans le cadre des débats sur les lois de finances 2008.** Le 23 octobre, nous organisons sur le plan national une table ronde avec des parlementaires sur ce sujet. Nous vous inviterons – à partir d'un dossier en cours de préparation – à solliciter également les parlementaires de votre département.

- **rencontres d'experts et de leaders d'opinion** afin de partager avec eux la nécessité d'engager une réforme de fond sur les ressources des personnes en situation de handicap. Deux « matinales » seront organisées, à notre initiative, en décembre et janvier prochain.

Pourtant, nous le savons bien, la poursuite de ce travail auprès des politiques et des acteurs de la société civile, si elle est nécessaire, risque de ne pas être suffisante.

Aussi, **devons nous envisager une action inter associative « massive », « permanente » et capable de marquer profondément l'opinion publique.**

Cette action pourrait prendre la forme d'une grande **manifestation nationale à Paris, le samedi 29 mars** (*attention ! date non définitive*), rassemblant au moins 20 000 personnes. Cette période a été fixée en prenant en compte le délai nécessaire pour organiser et réussir une mobilisation de cette ampleur. Cette date nous permettrait, en outre, de largement influencer sur la conférence nationale du handicap qui devrait être organisée en mai 2008, comme le prévoit la loi du 11 février 2005.

Vous vous en doutez, un tel projet nous engage tous très fortement ! Organiser le déplacement de plusieurs milliers de personnes en situation de handicap venant de tous les départements demande une forte implication de chacun et représente un coût pour l'association. Pour autant, l'idée d'organiser des rassemblements locaux ou régionaux a été écartée par le conseil d'administration afin d'éviter la « dilution » de notre action et de parvenir à un effet de masse.

C'est pourquoi, à la lumière de l'investissement considérable que cette mobilisation représente pour l'association et de l'importance des enjeux, le conseil d'administration souhaite **recueillir votre avis** sur cette manifestation nationale avant de prendre une décision définitive.

Aussi, **nous vous demandons d'organiser une réunion exceptionnelle du conseil départemental dans le courant du mois d'octobre afin de vous positionner sur ce projet.** Vous pourrez alors saisir votre avis sur notre réseau intranet¹. Ces avis et les commentaires qui les accompagneront seront librement

¹ Un cadre de saisie sera mis en ligne dans le courant d'octobre. Vous pourrez alors répondre par oui / non sur ce projet de manifestation et apporter votre commentaire.

consultables afin que vous puissiez connaître la position prise par chaque conseil départemental.

Lors de cette réunion exceptionnelle du conseil départemental vous devrez donc répondre à cette question :

« Etes-vous favorables à une manifestation nationale à Paris sur les ressources » : OUI / NON.

Vous pourrez en complément apporter vos commentaires.

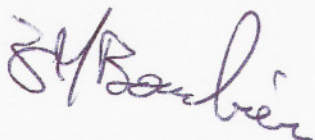
Au regard de vos avis et des réponses éventuelles apportées à nos sollicitations par les pouvoirs publics, le conseil d'administration prendra une décision le 17 novembre prochain.

Si cette orientation d'organiser une manifestation nationale se confirmait, vous auriez alors quelques mois pour organiser toute action locale pour mobiliser le plus grand nombre de manifestants et sensibiliser l'opinion publique.

Sur un plan pratique, nous réfléchissons d'ores et déjà au principe d'une péréquation nationale pour équilibrer les frais de déplacement des manifestants afin de ne pas pénaliser certains départements.

Afin de vous permettre d'aider dans votre réflexion, vous trouverez ci – joint un dossier vous apportant un certain nombre d'informations.

Bien amicalement,



Jean-Marie BARBIER
Président